

NON à la CSI ou: L INDEPENDANCE EST LA BASE DU VERITABLE INTERNATIONALISME

Certains camarades, illustrant l'aphorisme de Bachelard selon lequel "le rêve est plus fort que l'expérience", veulent voir à tout prix dans la CSI et dans sa filiale européenne, la CES, un moyen d'internationaliser les résistances. Quelle illusion!

Il suffit de se pencher sur l'histoire de la CSI et de la CES, sur leurs statuts, sur leurs orientations, sur leurs actes, la composition de leur direction, pour voir que ces organisations sont un nouvel avatar du syndicalisme d'accompagnement (la mode est aux euphémismes, quand on appelait un chat un chat on aurait dit des organisations JAUNES), qu'un instrument pour faire accepter aux travailleurs à l'échelle internationale le "nouvel ordre européen et mondial" favorable au capital; ce nouvel "ordre" qui résulte des nouveaux rapports de forces qui ont résulté de la disparition des pays se réclamant du socialisme. La CSI est en effet issue de la CISL, dont tous les syndicalistes UA (ex-FEN-CGT) savent très bien qu'elle a été fabriquée de toutes pièces, sur intervention politique du gouvernement américain, par l'AFL-CIO avec l'argent de la CIA. Le but était de contrer la Fédération Syndicale Mondiale (anticapitaliste) et de diviser le mouvement syndical de classe français et italien: c'est ainsi que FO fut créé par la CISL pour diviser la CGT dans les années cinquante.

Parallèlement, le Vatican organisait son syndicat "indépendant", la CMT, là encore avec le but de contrer le syndicalisme "rouge". Aujourd'hui, le capital international voit le moment favorable pour unifier l'ensemble des syndicats qui acceptent le capitalisme remondialisé et la grande Europe supranationale, voulue par le grand patronat. Dans la CES et la CSI, on trouvera donc à l'état-major, de manière totalement hégémonique, les "syndicalistes" favoris du Pape, de l'administration américaine, de Tony Blair (l'ami de Sarkozy), du grand patronat européen; dans les fourgons de queue, on trouve les syndicalistes de classe rangés des voitures, à commencer par M. Thibault qui déclare toute honte bue que "maintenant que l'illusion syndicale communiste est terminée", on va pouvoir enfin unir le syndicalisme mondial (qu'en pensent les syndicalistes de classe CGT, sinon que "l'illusion syndicale" consistant à "réformer le capitalisme" et à "réorienter à gauche" la belle Europe impériale, a de beaux jours devant elle?). S'imaginer dans ces conditions "infléchir du dedans" la CES et la CSI, c'est prendre ses vessies roses pour des lanternes rouges: regardons les Commissions ouvrières d'Espagne ou la CGIL italienne, ont-elles "infléchi" à gauche la CES ou se sont-elles rangées vite fait bien fait (je parle des états-majors, pas des militants de base, mais qui fixe les orientations nationales?) derrière les eurocrates syndicaux en enterrant toute leur tradition de lutte de classes?

Quant à la CGT, qui est autrement puissante que le SNES, a-t-elle "infléchi" quoi que ce soit à la CES? Rappelez-vous donc les faits, camarades du SNES qui avez bagarré comme de beaux diables pendant tout le mois de mai 2003 en vous efforçant de construire la grève générale. Le 25 mai, 1 million de personnes à Paris qui scandent tous pendant des heures "grèves générale"; le lendemain, l'appel n'est pas entendu, les organisateurs annoncent 600 000 manifestants (comme la police!) et accompagnent le mouvement vers son déclin maîtrisé. Le 26 mai, TOUTES les confédérations françaises sont au congrès de Helsinki de la CES; on n'y parle nullement d'unifier les luttes des travailleurs allemands, autrichiens, français, italiens,

pour sauver les retraites déchiquetées par les accords de Barcelone signés par Chirac et Jospin (sans doute ne fallait-il pas trop taquiner les "camarades" au gouvernement?); non, les deux jours de congrès sont essentiellement consacrés à recevoir le patronat européen et ... Giscard, venu "vendre" (sans difficultés!) la constitution européenne!

Quelques temps plus tard, sans consulter ses syndicats, le comité directeur de la CES se prononce pour la constitution européenne, le blairiste Monks (qui préside la CES en remerciement pour son dévouement à la casse du syndicalisme rouge anglais) vient faire campagne en France pour le Oui. Le CCN de la CGT se prononce malgré tout pour le non, provoquant une grosse colère de Thibault: et de fait, le bureau confédéral de la CGT ne mènera pas campagne pour le NON, il n'y aura quasiment rien pour le non dans la Nouvelle V.O., les délégués CGT dans la CES faisant campagne pour le OUI dans le Monde et B. Thibault se taisant sur ce sujet en minimisant les enjeux de la constitution. Bref, QUI A INFLECHI QUI, si on veut bien se souvenir que la CGT avait appelé à voter non à Maastricht en 92? Et ce n'est pas fini puisque dans le 4 pages diffusé par la CGT à propos des présidentielles, on peut lire un amalgame douteux entre les positions racistes de Le Pen et les positions républicaines de ceux, dont je suis, qui se battent pour recouvrer la souveraineté de la France, pour imposer une POLITIQUE INDUSTRIELLE NATIONALE gagée sur un fort secteur public, y compris pour protéger les productions nationales stratégiques contre le dumping social et contre le libre-échangeisme ravageur de l'UE et de la CES. Si la grande CGT de lutte a été INFLECHIE A DROITE par son adhésion à la CES (il lui a fallu d'abord montrer patte blanche, renier la FSM, abandonner la référence statutaire à la lutte de classe et à la socialisation des moyens de production, à l'abolition du patronat et du salariat), que n'arrivera-t-il pas en cas d'affiliation à notre FSU, où les traditions prolétariennes de lutte de classe sont constitutivement plus faibles, pour d'évidentes raisons sociologiques? Bref, à quoi bon résister à la jaunissante CFDT en France (sans Chérèque, Raffarin n'aurait pu casser nos retraites!), si c'est pour CFDTiser la FSU à l'échelle européenne et internationale?

Quant à la laïcité, qui est un principe fondateur de notre syndicalisme de lutte, la CSI lui promet un enterrement de première classe, eau bénite à la clé. Il suffit de savoir par ex. que le dernier congrès des syndicats russes, dont la vedette a été le grand démocrate Poutine et qui sont l'organisation la plus nombreuse de la CSI, a été béni par le patriarche de toutes les Russies!

Quant à la comparaison faite par certains camarades entre la lutte interne à la CSI (lutte qui, tout bonnement n'existe pas, rien de plus consensuel que ce syndicalisme de ronds de cuir si ce n'est le "parlement" européen!) et la lutte interne à la FEN quand celle-ci comportait des syndicats UA, elle est un contre-argument manifeste. D'abord, la "lutte interne" à la FEN n'a jamais infléchi la FEN et la preuve en est que, lorsque les syndicats de lutte sont devenus majoritaires, la FEN les a... EXCLUS. Ensuite, la FEN était, rappelons-le, une fédération autonome qui, lors de la scission sous influence américaine (elle a accompagné l'éviction en 47 des ministres communistes par Ramadier), a refusé de choisir entre la CGT et FO. Adhérer à la CISL aujourd'hui, alors que la FSM existe encore avec des millions d'adhérents, c'est pareil pour la FSU que de choisir, non pas la FEN, mais... FO! Quel immense reniement historique pour les camarades qui osent proposer un tel renversement! En réalité, ces copains suivent en tout la CGT sans se demander si à la CGT il n'y a pas une lutte entre les éléments de classe, fidèles à la CGT de Frachon et de Séguy (et ceux-ci ne sont pas chauds pour la CES, pour la CSI!) et ceux qui ne rêvent que d'un syndicalisme "rassemblé" (avec Chérèque!) qui revient à liquider les combats passés de la CGT de lutte! Dans le rapport des forces mondial et européen entre le syndicalisme de lutte et le syndicalisme d'accompagnement,

s'affilier à la CSI et à la CES, c'est bien peser en faveur du second, c'est-à-dire en définitive, en faveur du patronat et de l'Europe capitaliste! Et qu'on ne nous chante pas le refrain du "repli national" si on ne s'affilie pas: d'abord parce qu'il vaut mieux parfois être seul que mal accompagné, mais surtout parce qu'il ne s'agit pas de se rassembler, mais de se rassembler sur un contenu de lutte, sur nos REVENDICATIONS, sur la défense des services publics et des nationalisations, de la laïcité, de l'Education NATIONALE, du refus des délocalisations, toutes choses qui font horreurs aux eurocrates "syndicaux" de la CSI et de la CES qui disent explicitement accepter les délocalisations pour les rendre "humainement acceptables". Bref l'unité que nous voulons, ce n'est pas l'unité pour enterrer nos revendications, c'est l'unité avec les syndicalistes, en France, en Europe, partout, qui veulent DEFENDRE LES SALARIES sans poser en principe le préalable qu'il faut d'abord plier le genou devant la sacro-sainte mondialisation, devant la sacro-sainte "construction européenne", bref, devant le politiquement correct imposé par le patronat et par la gauche caviar.

Je termine par l'aspect national du problème: le "non" salubre du 29 mai et les grandes luttes de 2003 ont été préparées par le Non retentissant des électriciens d'EDF au projet, concocté par la direction et par une partie de la direction CGT de l'entreprise, pour préparer un nouveau code des retraites compatible avec la "libéralisation" de l'entreprise. Aujourd'hui, si notre FSU qui s'est si durement extraite de la gangue paralysante de la FEN, dit "oui" aux courroies de transmission "syndicales" de Bruxelles et de l'OMC, alors même qu'une grande majorité de syndiqués a voté non à la constitution néolibérale et impériale, tout le monde comprendra le message du côté patronat et gouvernemental: cela signifiera que la dérive de la FSU devient irréversible, que nous accompagnerons nolens volens la "rupture" ultra-libérale de qui vous savez au nom de la "raison" et de la "sagesse", ces masques habituels du conformisme. Eh bien nous ne voulons pas accompagner notre enterrement, celui de la laïque, du statut NATIONAL de la fonction publique, au nom des "services d'intérêt général" chers à la CES et au patronat européen; nous voulons résister à la rupture. Nous devons donc continuer la ligne de résistance de 2003, du 29 mai, de la lutte anti-CPE, et dire NON à la CSI sans quoi nous ne cesserons de reculer et de consentir "librement" à notre destruction!

Un dernier point, qui n'est pas un détail: le SNES et la FSU ont-ils protesté contre l'article des statuts CSI qui précise que cette confédération ne reconnaît que l'anglais comme langue officielle interne? Seule la ... CFTC a protesté contre cet article, qui est le contraire même de l'internationalisme, alors que le français reste langue officielle du Bureau international du Travail et qu'un véritable syndicalisme international devrait entrer en résistance contre la langue unique, facteur de pensée et d'économie uniques! Au moment où le Baron Seillière, nouveau président du patronat européen, prétend très officiellement faire de l'anglais "la langue de l'entreprise" (et plusieurs entreprises du CAC 40 passent, sur notre sol, au "tout anglais" dans les relations de travail), au moment où le plurilinguisme de façade de l'Union européenne cède la place au "tout en anglais" dans les débats européens, cette allégeance à la langue officielle de l'Empire qui domine le monde en dit long sur la capacité de "résistance" de la CSI! Alors refusons ce pseudo-syndicalisme de pays riches et américanisés, regardons ce qui se passe dans le syndicalisme de lutte de l'Amérique latine, dans le nouveau syndicalisme indépendant de Russie, dans le syndicalisme de classe de nos propres pays européens, et sauvons notre indépendance: c'est sur la base de l'indépendance, et non de l'allégeance aux puissants et à leurs garde-chiourmes travestis en "syndicalistes", que nous pourrions construire un vrai syndicalisme international pour changer cette société qui nous fait la guerre et à laquelle nous ne pourrions résister qu'en affrontant nos adversaires nationaux, européens et mondiaux.

Georges Gastaud, (S1 Lycée Condorcet de Lens)